

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 117 (1972)
Heft: 4

Artikel: La détente et la réalité stratégique
Autor: Brunner, Dominique
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343774>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La détente et la réalité stratégique

Le président Nixon a parlé, au début de son mandat, d'une ère de négociations qui s'ouvrait et qui allait se substituer à la période de « confrontation » constituée par plus de deux décennies, depuis la première crise de Berlin. Des problèmes de sécurité qui intéressent directement les nations européennes sont au centre des négociations déjà engagées ou prévues pour un avenir proche. Il s'agit en premier lieu de la course aux armements nucléaires entre les deux Grands — Etats-Unis et Union soviétique. Des pourparlers sont en cours entre les deux puissances, les « conversations sur la limitation des armements stratégiques », les SALT, dont l'objectif déclaré consiste d'abord à conduire à une entente sur un ralentissement de la compétition en matière d'armes stratégiques. Ensuite, Occidentaux et Communistes semblent vouloir se pencher sur les problèmes que soulève la présence de forces classiques considérables en Europe. L'OTAN propose au Pacte de Varsovie des négociations visant à une réduction équilibrée des forces des deux camps en Europe. Il est possible qu'une phase initiale commence bientôt. Enfin, l'Union soviétique s'efforce depuis 1966 de gagner les Occidentaux à l'idée d'une conférence sur la sécurité de l'Europe qui comprendrait tous les pays européens de même que les deux membres américains du Pacte atlantique. Malgré les réticences des puissances occidentales — parfaitement justifiées vu le peu de chance de résoudre des problèmes concrets lors de ce genre de réunion — il apparaît de plus en plus vraisemblable que le Kremlin parviendra à ses fins.

LA COURSE AUX ARMEMENTS SE POURSUIT

Les problèmes évoqués sont étroitement liés entre eux. Ils ne revêtent toutefois pas tous la même importance. Etant donné le rôle proprement décisif que joue la dissuasion nucléaire, c'est à l'évolution au niveau stratégique que nous devons surtout vouer notre attention.

Les SALT, les conversations entre Russes et Américains qui se tiennent depuis novembre 1969 alternativement à Vienne et à Helsinki, n'ont pas donné jusqu'ici de résultat concret. Les efforts entrepris par les Etats-Unis pour obtenir l'adhésion des Soviétiques à une limitation numérique des vecteurs — fusées et bombardiers — des deux puissances se sont jusqu'à

ce jour révélés infructueux. Les deux Grands — et plus particulièrement l'Union soviétique — ont, au contraire, continué de renforcer leur potentiel stratégique. La table ci-dessous fait notamment apparaître l'ampleur des efforts d'armements accomplis par les Russes depuis le début des pourparlers précités :

	<i>1^{er} septembre 1969</i>	<i>31 décembre 1970</i>	<i>juin 1971</i>			
	URSS	USA	URSS	USA	URSS	USA
Fusées intercontinentales (ICBM)	1 060	1 054	1 440	1 054	1 500	1 054
Fusées tirées à partir de sous-marins (SLBM) . . .	110	656	350	656	400	656
Bombardiers à grand rayon d'action.	195	581	195	517	175-195	569

On constate que l'effectif soviétique d'engins intercontinentaux a sextuplé depuis 1966. Simultanément, les Russes se lançaient dans la production de submersibles à propulsion nucléaire dont chacun est armé de 16 fusées à portée moyenne semblables aux engins américains Polaris, l'effectif de fusées de ce genre passant de 0 à plus de 300.

Quant aux Américains, leurs efforts ont surtout porté sur l'aspect qualitatif. Les engins Minuteman III qui remplacent les Minuteman I sont nettement plus précis que leurs prédecesseurs. Il en va de même en ce qui concerne les Poseidons qui prennent la relève d'une partie des fusées Polaris tirées à partir de sous-marins. Ces deux nouveaux modèles d'engins sont munis de charges multiples indépendantes (MIRV).

La parité au point de vue armements stratégiques qui s'est ainsi établie a surtout pour conséquence d'accroître, en principe du moins, la liberté d'action des Grands au niveau classique. Or, sur ce plan et plus particulièrement en Europe les Soviétiques disposent d'une supériorité indiscutable. Mais ce n'est pas tout: Si les SALT ne conduisent pas bientôt à une limitation de ces armements, et si l'URSS poursuit son effort d'armement au rythme observé pendant les dernières années, elle pourrait disposer vers le milieu des années 70 d'une assez nette supériorité en matière d'armes nucléaires. Une telle modification du rapport des forces au niveau supérieur ne manquerait pas d'influencer dans un sens

négatif la situation stratégique de l'Europe. Car les possibilités d'intervention des Etats-Unis en sa faveur, dont dépend la stabilité du vieux continent, s'en trouveraient sévèrement restreintes.

SUPÉRIORITÉ SOVIÉTIQUE AU NIVEAU CLASSIQUE

Outre ses forces terrestres, qui sont les plus puissantes qu'il y ait, et que nous examinons ci-dessous, l'URSS possède une panoplie nucléaire à portée moyenne qui est disponible pour un engagement contre l'Europe occidentale. Il s'agit de 630 fusées SS-4 « Sandal » et SS-5 « Skean » d'une portée de 1200 respectivement 2300 miles, dotées d'une charge nucléaire d'une mégatonne. De plus, les Soviétiques ont quelque 700 Tu-16 et Tu-22, bombardiers moyens équipés de fusées air-sol à tête nucléaire, susceptibles d'être utilisés en Europe. A part les 9 fusées à portée moyenne que les Français ont mises en service et les 80 bombardiers moyens Vulcan B et Canberra B que les Britanniques détiennent, l'Occident ne peut rien opposer d'équivalent à ce potentiel nucléaire à portée moyenne braqué sur l'Europe libre.

Il y a certes, du côté de l'OTAN, quelque 7200 charges nucléaires et 2250 moyens d'engagement « tactiques » pour ces charges — avions, fusées à courte portée, pièces d'artillerie — pouvant être employés en cas de conflit en Europe, à condition, toutefois, que les Etats-Unis y donnent leur assentiment. Mais si certaines de ces armes sont en mesure d'atteindre l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est, elles ne peuvent frapper que des objectifs situés dans les zones périphériques du territoire russe. De plus, le Pacte de Varsovie dispose d'un potentiel nucléaire à vocation tactique non moins impressionnant, de sorte que sur ce plan on peut parler d'équilibre.

Les forces terrestres, instrument traditionnel de la puissance russe, que l'Union soviétique détient, doivent être qualifiées d'énormes. Elles s'élèvent à 160 divisions, auxquelles s'ajoutent 60 divisions des satellites européens.

Dans le secteur que l'on s'accorde à qualifier de décisif — de la Norvège à la ligne tracée par la frontière de l'Autriche et la frontière sud de la Tchécoslovaquie, les secteurs Nord/Centre Europe de l'OTAN — on observe un déséquilibre classique éclatant entre l'organisation de défense occidentale et le Pacte de Varsovie au profit de ce dernier. Se font face dans ce secteur, les grandes unités et les blindés suivants:

	<i>OTAN</i>	<i>Pacte de Varsovie</i>
Divisions blindées	8	28
Divisions mécanisées, d'infanterie ou aéroportées.	16	37
Chars blindés	5 500	16 000

Il est intéressant de noter qu'en dépit de la crainte que la Chine est censée inspirer à l'URSS, celle-ci ne maintient que 33 de ses 160 divisions — 102 divisions mécanisées, 51 divisions blindées, 7 divisions aéroportées — à proximité de la frontière sino-russe.

CONCLUSION

De toute évidence, le début d'une « ère de négociations » ne signifie nullement que la confrontation ait pris fin. La contradiction entre les intérêts des Grands et des pays appartenant à leurs zones d'influence subsiste dans de nombreux domaines. Les négociations en cours et celles qui sont prévues n'ont de véritables chances d'aboutir que là où une certaine identité de vues et d'intérêt existe entre les grandes puissances. Même si cette condition est remplie, une entente peut s'avérer extrêmement difficile, comme le démontre le piétinement des SALT. Aussi la prudence la plus élémentaire commande-t-elle de ne pas trop miser sur les pourparlers qui s'annoncent. On ne voit pas, par exemple, comment la réunion des représentants de tous les gouvernements européens, la conférence sur la sécurité européenne que l'URSS s'obstine à vouloir mettre sur pied, pourrait résoudre le problème de la sécurité de l'Europe qui est né de l'attitude menaçante des Russes dès 1948, de leur colossale puissance militaire, surtout au niveau classique, et de la géographie qui les avantage. En outre la course aux armements se poursuit, l'effort le plus notable à cet égard étant fourni depuis quelques années par l'URSS. Les Européens en général, dont la sécurité dépend — nous sommes tentés de dire plus que jamais — de la volonté des Etats-Unis de leur prêter main-forte en cas de crise et d'accepter à cet effet des risques éventuellement graves, et notre pays en particulier, doivent donc poursuivre leur effort en matière de défense. Une réduction de cet effort ne se justifiera que quand les négociations en cours et celles que l'on prépare auront conduit à une entente sur des mesures de limitation des armements soumises à un contrôle efficace.

Capitaine EMG Dominique BRUNNER